

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 24 AVRIL 1928.

Projet de loi portant modifications aux articles 47 et 60^{bis} de la loi du 16 mars 1865 instituant la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, modifiée par les lois des 1^{er} juillet 1869, 9 août 1897, 16 mars 1921, 29 juillet 1923 et complétée par celles des 21 juin 1894 et 10 février 1900 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ÉCONOMIES (2), PAR M. BOLOGNE.

MESSIEURS,

Le projet qui nous est soumis n'apporte que des modifications de chiffres aux statuts de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

Comme en 1921, le Gouvernement propose aux Chambres d'opérer un réajustement des taux prévus aux articles 47 et 60^{bis} qui visent les maxima des rentes tant immédiates que différées et celui prévu pour les capitaux que cet organisme peut assurer sur la vie.

La loi du 16 mars 1921 prescrit en son article 47 que le maximum des rentes accumulées ne peut dépasser 4,800 francs; cette somme est fixée à 2,400 francs pour les rentes immédiates.

Le projet sur lequel nous avons à délibérer ne fait nulle distinction quant à la nature des rentes; le Gouvernement propose d'en fixer le taux maximum à 8,400 francs, ce qui représente 7 fois le chiffre inscrit dans la loi du 1^{er} juillet 1869 et moins de 2 fois celui de la loi de 1921.

Votre Commission pense qu'il faut aller au delà de ce plafond, elle propose le chiffre de 12,000 francs.

Le taux inscrit dans la loi de 1869, 1,200 francs, se comprenait.

On était au début de ces sortes d'opérations. L'extrême bon marché du coût de la vie permettait de considérer une rente de 1,200 francs-or comme représentant un taux sérieux, important même!

(1) Projet de loi, n° 68. — Amendement n° 81.

(2) La Commission était composée de MM. Hallet, *président*; Pussemier, *vice-président*; Carlier et David, *secrétaires*; Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.), Wauwermans.

Il fallait faire une expérience, elle devait se faire dans des limites modestes.

Au lendemain de la guerre, tout au début de 1921 (nous étions à l'index 450 et chacun escomptait encore en ce moment que le coût de la vie irait en diminuant fortement), le Gouvernement fait voter le chiffre de 4,800 francs par la Chambre unanime.

Il semble bien que nous puissions aujourd'hui, après la stabilisation faite, porter le chiffre à un taux plus conforme aux réalités de la vie.

Qui donc dira que les 1,200 francs or de 1869 ne peuvent devenir 12,000 francs papier aujourd'hui ?

* . *

Ce sont les mêmes raisons qui ont incité votre Commission à proposer de porter à 50,000 francs au lieu de 35,000 francs le chiffre que le Gouvernement propose de substituer à celui de 20,000 francs, dont il est question à l'article 60^{bis}, conséquence de la loi du 16 mars 1921 (Assurance sur la vie sur une tête déterminée).

Le chiffre que nous soumettons à vos délibérations n'a rien d'excessif si l'on songe que l'immense majorité des opérations effectuées par la Caisse de Retraite sont des opérations d'assurances relatives aux prêts en matière d'habitations ouvrières.

Sur un nombre total de 77,500 contrats existant à la Caisse d'assurances au 31 décembre 1927 pour 532 millions de capitaux assurés on compte 53,000 contrats concernant les habitations ouvrières pour un montant de 503 millions de francs. Le restant des contrats concerne des opérations d'assurances ordinaires. Le montant total de ces derniers contrats ne comporte que 29 millions de francs environ de capitaux assurés et leur nombre s'élève à 23,900 ! Ils se décomposent en 16,900 contrats à l'intervention de mutualités, 3,700 contrats pour frais de funérailles et 3,300 contrats *seulement* conclus par des particuliers. (Les opérations réalisées par les mutualités sont toujours très peu importantes. Quant aux contrats des particuliers, très peu de polices atteignent le chiffre limite de 10,000 francs prévus pour ces opérations).

A l'heure actuelle déjà des prêts d'une valeur de 37,000 francs peuvent être consentis aux constructeurs de maisons. C'est plus que les 35,000 francs prévus dans le projet du Gouvernement.

Qui croira que nous ne serons pas forcés de majorer demain le taux de ces avances ? Les terrains dans les villes se raréfient, ils sont chers !

* . *

Au cours de l'examen des modifications à apporter à l'article 47, l'attention de la Commission des finances a été attirée sur le sort vraiment digne de commisération des petits rentiers de la Caisse de Retraite qui ont effectué des versements en francs or et qui reçoivent aujourd'hui le montant des rentes qu'ils ont acquises en francs *papier* !

Les membres de la Commission ont été unanimes à estimer qu'il serait hautement désirable de voir majorer le montant de ces rentes, ils ont chargé votre rapporteur d'exprimer le désir de voir examiner par le Gouvernement dans quelle mesure il lui serait possible d'intervenir.

Dans la pensée de la Commission, il va de soi que seuls des malheureux

profiteraient des augmentations, par exemple : ceux qui sont exonérés du paiement de la supertaxe.

Pour permettre au Gouvernement et à la Chambre de se rendre compte de l'importance de la question soulevée, nous avons demandé et obtenu de la Caisse Générale de Retraite quelques renseignements utiles, les voici :

Nombre total de rentiers (rentes immédiates et rentes différées)	fr.	81,609 »
Montant des rentes		6,634,000 39
Montant moyen des rentes		81 29

* * *

Le travail de décomposition des rentes acquises n'a été effectué qu'au 31 décembre 1924.

Voici les résultats obtenus :

Rentes de 1 franc à fr. 59.99.	fr.	47,100 »
Rentes de 60 francs à fr. 119.99.		20,180 »
Rentes de 120 francs à fr. 359.99.		7,397 »
Rentes de 360 francs à 1,200 francs		2,156 »
Rentes de plus de 1,200 francs.		137 »
TOTAL. . . fr.		<u>76,970 »</u>

Un membre a demandé quel était le nombre de porteurs d'une rente de moins de 100 francs qui ont acquitté le versement de 18 francs pour obtenir la pension de vieillesse.

La réponse de la Caisse de Retraite est qu'il existe actuellement 4,393 bénéficiaires en vie.

Il est impossible de fournir des renseignements plus complets sans se livrer à un travail compliqué et assez coûteux.

* * *

Le Gouvernement nous demande d'ajouter à la loi du 16 mars 1865 un article 60^{ter} ainsi libellé :

« La Caisse de Retraite et la Caisse d'Assurance sont autorisées à traiter en dehors des limites fixées par les articles 47 et 60^{bis} de la présente loi, toutes opérations viagères au profit de catégories d'agents des Pouvoirs publics et d'établissements dépendant des Pouvoirs publics ou placés sous leur surveillance et qui ne tombent pas sous l'application de la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

» Les conditions d'affiliation de ces catégories seront, dans chaque cas, fixées par arrêté royal pris sur la proposition de notre Ministre des Finances et du Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale. »

Il ne nous paraît pas nécessaire d'ajouter quoi que ce soit à la note justificative fournie par le Ministre des Finances à l'appui de cet amendement qui a recueilli l'adhésion unanime de la Commission.

* *

Votre rapporteur a reçu, après la séance de la Commission des Finances, une lettre de M. Maingie, président du groupe *Vie* de la Fédération des Sociétés d'assurances opérant en Belgique. Ces sociétés demandent que les opérations futures de la Caisse de Retraite en matières d'assurances sur la vie ne puissent dépasser le taux de 25,000 francs au lieu des 35,000 francs prévus dans le projet du Gouvernement.

Elles admettent pourtant que le chiffre qu'elles indiquent soit dépassé lorsqu'il s'agit d'une assurance corrélatrice à une opération de prêt en vue d'acquérir ou de construire une habitation à bon marché.

Elles ne verraient non plus aucun inconvénient à ce qu'aucune limite ne soit fixée lorsqu'il s'agit d'assurances contractées par des caisses spéciales groupant des fonctionnaires d'administrations publiques.

Ces mêmes sociétés ne voient pas d'avantage d'inconvénients à ce qu'aucune limite ne soit fixée aux rentes viagères différées, acquises à la Caisse de retraite. (La limite peut donc être certainement fixée à 12,000 francs comme le propose la section centrale.)

Par contre, les sociétés d'assurances font valoir que l'extension à 8,400 francs (projet du Gouvernement) de la limite des rentes immédiates que la Caisse de Retraite pourrait constituer, est de nature à entraver gravement leur activité.

Amendements proposés par la section centrale.	Amendementen door de middenafdeeling voorgesteld.
ART. 47 (1 ^{er} alinéa). — Le maximum des rentes accumulées, différées ou immédiates, ne peut dépasser 12,000 francs.	ART. 47 (1 ^e lid). — Het maximum der samengevoegde uitgestelde of dadelijke renten mag 12,000 frank niet te boven gaan.
ART. 60 ^{bis} (2 ^e et 3 ^e alinéas). — Elle assure sur la vie des capitaux n'excédant pas 50,000 francs sur une tête déterminée.	ART. 60 ^{bis} (2 ^e en 3 ^e lid). — Zij verzekert op het leven kapitalen die 50,000 frank op een bepaald hoofd niet overschrijden.

Le Rapporteur,
Jos. BOLOGNE.

Le Président,
MAX HALLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 APRIL 1928.

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 47 en 60^{bis} der wet van 16 Maart 1865, houdende instelling van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, gewijzigd bij de wetten van 1 Juli 1869, 9 Augustus 1897, 16 Maart 1921, 29 Juli 1923 en aangevuld bij die van 21 Juni 1894 en 10 Februari 1900 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN EN DE BEZUINIGINGEN ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **BOLOGNE**.

MIJNE HEEREN,

Het ons voorgelegde ontwerp brengt slechts wijziging in de cijfers van de statuten der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

Zooals in 1921 stelt de Regeering aan de Kamer eene aanpassing voor, in de cijfers voorzien bij de artikelen 47 en 60^{bis} die doelen op het maximum der uitgestelde en dadelijke renten alsmede in het cijfer voorzien voor de kapitalen welke deze instelling op het leven kan verzekeren.

De wet van 16 Maart 1921 bepaalt in artikel 47 dat het maximum der samengevoegde renten niet 4,800 frank mag overschrijden; deze som wordt op 2,400 frank gesteld voor de dadelijke renten.

Het ontwerp waarover wij te beraadslagen hebben, maakt geen onderscheid tusschen den aard der renten; de Regeering stelt voor, het maximum te brengen op 8,400 frank, te zeggen zeven maal het cijfer dat in de wet van 1 Juli 1869 is geschreven, en twee maal het cijfer der wet van 1921.

Uwe Commissie is van gevoelen dat men moet verder gaan en wel tot 12,000 frank.

Het bedrag der wet van 1869, zijnde 1,200 frank, was verstaanbaar.

Men was immers toen bij den aanvang van dit soort verrichtingen. Wegens het goedkoope leven kon men eene rente van 1,200 goud-frank zelfs als eene aanzienlijke rente aanzien.

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n° 68.

Amendement, n° 81.

⁽²⁾ De Commissie bestond uit de heeren Hallet, *voorzitter*; Pussemier, *ondervoorzitter*, Carlier en David, *secretarissen*; Boddart, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.) en Wauwermans.

Men moest toen eene proefneming doen en zij moest geschieden binnen bescheiden grenzen.

Na den oorlog, begin 1921, stond het index-cijfer op 450 en iedereen verwachtte toen nog dat de levensduurte fel zou verminderen; daarom deed de Regeering het bedrag van 4,800 frank goedkeuren door eene eensgezinde Kamer.

Onzes dunkens kan men thans, na de stabilisatie, het cijfer beter in verband brengen met de werkelijkheden van het leven.

En wie zal beweren dat de som van 1,200 goud-frank van 1869 niet mag gebracht worden op 12,000 frank-papier van heden ten dage?

* *

Om dezelfde redenen stelt uwe Commissie voor, op 50,000 frank te brengen in plaats van 35,000 frank, het cijfer dat de Regeering in de plaats wil stellen van 20,000 frank waarvan sprake in artikel 60^{bis} der wet van 16 Maart 1921 (Verzekering op het leven op een bepaald hoofd).

Het cijfer dat wij U voorleggen, is geenszins overdreven, wanneer men bedenkt dat het overgrootste deel der verrichtingen welke de Lijfrentekas doet, verzekeringsverrichtingen zijn betreffende leeningen in zake werkmanswoningen.

Op een totaal van 77,500 contracten bij de Verzekeringskas op 31 December 1927 ten bedrage van 532 miljoen verzekerd kapitaal, vindt men 53,000 contracten betreffende werkmanswoningen voor een bedrag van 503 miljoen frank. De andere contracten betreffen gewone verzekeringsverrichtingen. Deze contracten, ten getale van 23,900, bedragen slechts ongeveer 29 miljoen verzekerd kapitaal! Daaronder treft men aan : 16,900 contracten door tusschenkomst van mutualiteiten, 3,700 contracten voor begrafeniskosten en slechts 3,300 contracten door bijzonderen gesloten. (De verrichtingen door mutualiteiten gedaan, zijn steeds weinig aanzienlijk. Onder de contracten van particulieren bereiken weinig polissen de uiterste grens van 10,000 frank, voor deze verrichtingen voorzien.)

Thans reeds kunnen bouwers van huizen eene leening verkrijgen ten bedrage van 37,000 frank, hetgeen de som van 35,000 frank voorzien in het ontwerp der Regeering, overschrijdt.

En wie zal zeggen dat wij eerlang niet zullen gedwongen zijn het bedrag dezer voorschotten te verhoogen? Immers de bouwgronden in de steden worden zeldzaam en duur!

* *

Tijdens het onderzoek van de in artikel 47 aan te brengen wijzigingen, werd de aandacht van de Commissie voor de Financiën gevestigd op den waarlijk ellendigen toestand van de kleine rentehouders der Lijfrentekas, die *goud-franken* hebben gestort en thans het bedrag van hunne verworven renten in *papier-frank* ontvangen!

De leden der Commissie waren eensgezind van gevoelen dat het hoogst wenschelijk is het bedrag dezer renten te verhoogen; hun verslaggever werd dan ook gelast hun wensch uit te drukken dat de Regeering onderzoeken zou in welke mate zij hierin kan tusschenbeide komen.

Naar de meening van de Commissie spreekt het van zelf dat alleen ongeluk-

kigen deze verhoogingen zouden genieten, bij voorbeeld degenen die vrijgesteld zijn van de supertaxe.

Om aan de Regeering en de Kamer toe te laten zich rekenschap te geven van de belangrijkheid van het opgeworpen vraagstuk, hebben wij aan de Algemeene Lijfrentekas eenige nuttige inlichtingen gevraagd, welke zij ons ook heeft verschaft :

Geheel getal renteniers (dadelijke renten en uitgestelde renten) fr.	81,609 »
Bedrag der renten	6,634,000 39
Gemiddeld bedrag der renten	81 29

* *

Het werk van de schifting der verworven renten werd enkel gedaan op 31 December 1924.

Ziehier de bekomen uitslagen :

Renten van 1 frank tot fr. 59.99	fr.	47,100 »
Renten van 60 frank tot fr. 119.99		20,180 »
Renten van 120 frank tot fr. 359.99		7,397 »
Renten van 360 frank tot 1,200 frank		2,156 »
Renten van meer dan 1,200 frank		137 »
TE ZAMEN.		<u>76,970 »</u>

Een lid heeft gevraagd hoe groot het getal was van de bezitters van eene rente van minder dan 100 frank, die de 18 frank hebben gestort voor het bekomen van het ouderdomspensioen.

Het antwoord van de Lijfrentekas luidt dat er thans 4,393 rechthebbers in leven zijn.

Het is onmogelijk vollediger inlichtingen te geven zonder een ingewikkeld en tamelijk kostelijk werk.

* *

De Regeering vraagt ons aan de wet van 16 Maart 1865 een artikel 60^{ter} toe te voegen, luidend :

« De Lijfrentekas en de Verzekeringskas mogen, buiten de bij de artikelen 47 en 60^{bis} van deze wet gestelde perken, alle verrichtingen betreffende lijfrente behandelen ten voordeele van categorieën van ambtenaren en beambten van de openbare besturen en van de inrichtingen die van de openbare besturen afhangen of onder toezicht derzelve staan en die niet onder toepassing vallen van de wet van 10 Maart 1925 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood der bedienden.

» De voorwaarden voor de aansluiting van deze categorieën zullen, voor elk geval, bepaald worden bij Koninklijk besluit genomen op de voordracht van den Minister van Financiën en den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg. »

Het schijnt ons niet noodig iets toe te voegen aan de verklarende nota van den Minister van Financiën ter verantwoording van dit amendement dat de eenparige goedkeuring van de Commissie heeft weggedragen.

...

Na de vergadering van de Commissie voor de Financiën ontving uw verslaggever een brief van den heer Maingie, voorzitter van de groep *Leven* van het Verbond der Verzekeringsmaatschappijen die in België werkzaam zijn. Deze maatschappijen vragen dat de toekomstige verrichtingen van de Lijfrentekas, in zake levensverzekeringen, het bedrag van 25,000 frank, in plaats van het in het Regeeringsontwerp voorziene bedrag van 35,000 frank, niet zouden mogen overschrijden.

Zij nemen echter wel aan, dat het door hun voorgestelde cijfer overschreden wordt, waar het geldt eene verzekering in verband met eene goedkoope woning.

Zij zouden er ook geen bezwaar in vinden dat er geene beperking vastgesteld werd voor de uitgestelde lijfrenten, verworven bij de Lijfrentekas. (De grens mag dus zeker vastgesteld worden op 12,000 frank, zooals de middenafdeeling voorstelt.)

De Verzekeringsmaatschappijen voeren echter aan dat het brengen op 8,400 frank (Regeeringsontwerp) van de grens der dadelijke rente die de Lijfrentekas zou kunnen vestigen, hunne werkzaamheden te zeer zou belemmeren.

Amendements proposés par la section centrale.	Amendementen door de middenafdeeling voorgesteld.
ART. 47 (1^{er} alinéa). — Le maximum des rentes accumulées, différées ou immédiates, ne peut dépasser 12,000 francs. ART. 60^{bis} (2^e et 3^e alinéas). — Elle assure sur la vie des capitaux n'excédant pas 50,000 francs sur une tête déterminée.	ART. 47 (1^e lid). — Het maximum der samengevoegde uitgestelde of dadelijke renten mag 12.000 frank niet te boven gaan. ART. 60^{bis} (2^e en 3^e lid). — Zij verzekert op het leven kapitalen die 50,000 frank op een bepaald hoofd niet overschrijden.

De Verslaggever,
JOS. BOLOGNE.

De Voorzitter,
MAX HALLET.